

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 11/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



GRANULATS VICAT SAS

4, rue Aristide Bergès
BP 35
38080 L'Isle-d'Abeau

Références : 20220617-RAP-InspCarriereGranulatsVicat_LaChavanne-Georisques
Code AIOT : 0010700284

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 17/06/2022, dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté au lieu-dit "La Peyrouse" sur la commune de LA CHAVANNE (73800).

L'inspection a été annoncée le 15/06/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site est intervenue dans le cadre d'une inspection thématique "Action régionale Remblayage" faisant suite à la délivrance, en juillet 2020, d'une autorisation de poursuivre l'exploitation d'une carrière alluvionnaire en eau dans le but de finaliser les opérations de réaménagement du site, notamment le remblayage total du plan d'eau au moyen de déchets inertes.

Cette inspection avait donc pour objectif de contrôler le respect des prescriptions relatives à l'acceptation et à la mise en oeuvre des déchets inertes par remblayage ainsi qu'à la surveillance quantitative et qualitative des eaux souterraines au droit du site. Enfin, elle visait à sensibiliser l'exploitant sur la mise en place, depuis le 01/01/2022, d'un registre national électronique des déchets, terres et sédiments (RNDTS) pour ce qui relève de la transmission des informations constitutives des registres chronologiques définies par l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT SAS
- Lieu-dit "La Peyrouse" 73800 LA CHAVANNE
- Code AIOT : 0010700284
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Par arrêté préfectoral du 24 novembre 1986, l'entreprise Georges Bérout a été autorisée à exploiter , pour une durée de 15 ans, une carrière alluvionnaire en eau (sables et graviers) .

Par arrêté préfectoral complémentaire du 08/11/2012, la société Granulats Vicat a été autorisée à se substituer à l'entreprise précitée pour l'exploitation des activités du site.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 20/12/2016, la société Granulats Vicat SAS a été autorisée à prolonger l'exploitation de la carrière pour une durée de 3 ans et à modifier la remise en état initialement prescrite afin de procéder à un remblayage total du plan d'eau.

Enfin, par arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2020, la société Granulats Vicat a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière pour une durée additionnelle de 5 ans.

Durant cette période, seules les activités liées au réaménagement du site et notamment le remblayage par des déchets inertes sont autorisés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conduite de l'exploitation (méthodologie d'exploitation, procédure d'acceptation préalable, traçabilité des déchets) ;
- Phasage / Plan d'exploitation ;
- Contrôle du suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines ;
- Constitution et actualisation des garanties financières ;
- Télédéclaration annuelle GERE (déchets, "enquête annuelle carrière").

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- **« sans suite administrative »**.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Remblayage	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 et 8	/	Sans objet
8	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 20/07/2001, article 10.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 3.1 et 3.3	/	Sans objet
2	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 3.2	/	Sans objet
3	Remblayage	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Remblayage	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	Sans objet
6	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 20/07/2001, article 8.2 modifié par article 3.2 de l'AP du 20/12/2016	/	Sans objet
7	Réglementation générale	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 4	/	Sans objet
9	Réglementation générale	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 – Point V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que l'exploitant a bien intégré les prescriptions de son arrêté préfectoral complémentaire de décembre 2016 relatives notamment à la gestion des déchets inertes acceptés sur le site dans le cadre des opérations de remblayage du plan d'eau.

A cet effet, il a mis en oeuvre les mesures organisationnelles et matérielles permettant la réalisation de procédures d'acceptation préalable des déchets et leur tracabilité ainsi que le suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines au droit du site d'exploitation. Des actions correctives mineures sont cependant attendues concernant les suivis précités.

Enfin, il a justifié de la constitution effective des garanties financières prescrites et de l'actualisation réglementaire de leur montant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 3.1 et 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage du remblayage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.1 : Conditions d'exploitation Les nouvelles modalités d'exploitation consistent : <ul style="list-style-type: none"> • à procéder au remblayage progressif du plan d'eau d'Ouest en Est afin de créer des zones stabilisées permettant d'y transférer les stocks de matériaux actuellement situés à l'Est du plan d'eau, • à exploiter les secteurs qui n'étaient pas accessibles puisque situés sous les stocks, en progressant d'Ouest en Est, • puis à finaliser les opérations de remblaiement du plan d'eau, en créant à l'avancement les zones de mares et les fossés drainants.

<p>L'extraction des matériaux encore présents dans l'emprise de l'autorisation se fait sur une durée de 2 ans, et représente un volume approximatif de 130 000 m³.</p> <p>Article 3.3 : Conditions de remise en état Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 30/07/2001 sont supprimées et remplacées les dispositions suivantes :</p> <p>La modification de l'état final de la carrière consiste à remblayer la partie Est du site pour réaliser une remise en état naturelle avec un réseau de mares, de fossés et de boisements. [...]</p> <p>Constats : En séance, l'exploitant a confirmé qu'aujourd'hui, seules les activités liées au réaménagement du site (opérations de remblayage du plan d'eau au moyen de déchets inertes) ainsi qu'à l'activité de traitement de matériaux sont exploitées sur le site.</p> <p>Les constats visuels opérés sur site montrent qu'aujourd'hui, l'exploitant procède à des opérations de remblayage progressif du plan d'eau d'Ouest en Est. Les matériaux qui n'étaient pas accessibles puisque situés sous les stocks temporaires de matériaux précédemment situés à l'Est du plan d'eau ont été extraits. Il n'y a donc plus aucune activité extractive sur le site.</p> <p>Le jour de l'inspection, les opérations de remblayage étaient réalisées au Nord-Est du plan d'eau, en bordure de berge.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de remblaiement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le deuxième alinéa de l'article 8.2 de l'arrêté du 30/07/2001 portant sur la perméabilité des matériaux de remblais est supprimé afin d'autoriser l'exploitant à remblayer le site avec des matériaux de perméabilité 10-9 m/s.</p> <p>Les opérations de remblaiements se font au moyen de déchets inertes relevant des codes déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 17 05 04 : Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse (à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés - 20 02 02 : Terres et pierres (provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe). <p>Les boues, argileuses ou non, issues du lavage des matériaux traités sur le site de La Chavanne sont autorisées pour le remblaiement de la carrière.</p> <p>La gestion des déchets inertes acceptés sur le site de la carrière devra se faire conformément aux dispositions techniques de l'Arrêté du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p>

Les opérations de remblaiements sont autorisées sur une durée maximale de 3 ans, et le volume approximatif susceptible d'être accepté sur cette période s'élève à 350 000 m ³ .
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare (notamment au travers de l'applicatif GEREP ayant fait l'objet d'un point de contrôle ci-avant) que les opérations de remblayage du plan d'eau sont réalisées au moyen de déchets inertes relevant du code déchet "17 05 04" (terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses).</p> <p>Les constats visuels opérés sur site au droit du secteur du plan d'eau en phase de remblayage ainsi qu'au niveau de la plateforme de déchargement des déchets destinés au remblayage n'ont pas révélés d'anomalie (présence exclusive de terres et pierres sans déchets non inertes ou de déchets de démolition).</p> <p>Les documents de suivi présentés en séance témoignent également d'une typologie de déchet référencée "17 05 04" et attestent de la mise en œuvre de dispositions organisationnelles visant à répondre aux attendus réglementaires de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé (cf point de contrôle spécifique).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle préalable des déchets inertes entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation.</p> <p>Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure une traçabilité des documents préalables en lien avec la procédure explicitée dans le point de contrôle précédent.</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté un document intitulé "Consigne d'acceptation et de gestion des</p>

<p>matériaux inertes - site de La Chavanne/Laissaud (indice 1 à jour du 18/02/2022 intégrant les modifications induites par l'arrêté préfectoral complémentaire délivré en 2021 pour le site "Pré Couardin" de Laissaud également exploité par la société Granulats Vicat).</p> <p>Comme son nom l'indique, ce document définit les consignes d'acceptation et de gestion des volumes déchets entrant sur le site de La Chavanne (pesée) et destinés à être mis en œuvre dans les opérations de remblayage des sites de La Chavanne et de Laissaud. Il notamment vise à préciser au personnel d'exploitation les modalités relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'acceptation des déchets inertes sur le site de La Chavanne (Règles générales - Avant, au et après bennage) ; - Au contrôle des matériaux ; - Au suivi des BSD (Bordereaux de Suivi de Déchets) ; <p>En synthèse, l'exploitant contrôle d'abord si les déchets proviennent d'un chantier à risque (site industriel, station-service, site référencé sur Basias (base de données sur les sites industriels) ou Basol (base de données sur les sites et sols pollués).</p> <p>Il réalise si besoin une visite de chantier et transmet le Document d'Acceptation Préalable (DAP) / Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) au client. S'il existe une présomption de contamination, des test de lixiviation sont réalisés préalablement par le producteur du déchet.</p> <p>En complément, l'exploitant fait procéder à des contrôles en interne (test de lixiviation additionnels) sur les déchets admis sur la base des critères fixés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prélèvements toutes les 1000 tonnes pour les chantiers diffus (mais ne concerne pas le site de Sainte Hélène) ; - Prélèvements toutes les 3000 tonnes sur un même gros chantier. <p>Les prélèvements sont ensuite envoyés à un laboratoire. Les résultats d'analyses sont ensuite vérifiés par un bureau d'études spécialisé qui valide le caractère inerte ou non du déchet.</p> <p>Les résultats d'un contrôle interne ont été présentés en séance. L'exploitant indique qu'un contrôle des documents d'accompagnement ainsi qu'un premier contrôle visuel sont réalisés par l'opérateur de pesée à l'arrivée sur le site de La Chavanne.</p> <p>Un second contrôle visuel est réalisé lors du déchargement des déchets sur une aire dédiée (cf point de contrôle ci-avant) afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>Les dispositions organisationnelles mises en place par l'exploitant et précisées ci-avant répondent donc à l'obligation de mise en place d'une procédure d'acceptation préalable,</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 et 8
Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable et formalités d'acceptation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5 :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;

<ul style="list-style-type: none"> - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. [...]</p> <p>Article 8 : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets <p>Constats : L'examen d'un "Bon granulats" réf. G 114147 du 17/06/2022 (relatif à une admission de déchets ayant cours lors de l'inspection sur site), délivré par l'exploitant et valant "accusé d'acceptation au producteur des déchets", précise bien les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes (ici 7,850 tonnes de déchets 17 05 04) ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets. <p>Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis, à la demande du service d'inspection, copie du Document d'acceptation préalable (DAP/BSD) n° 220617, dûment complété et rattaché au mouvement de déchets précisé ci-avant.</p> <p>L'examen de ce dernier document appelle les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le document préalable (DAP) n° 220617 ne comporte pas l'ensemble des attendus prescrit par l'article 8 susvisé (heure d'acceptation manquante) ; - La date de première livraison était fixée au 19/06/2022 (dans les faits, admission le 17/06/2022 ?) ; - Le tonnage de déchets estimé était de 1 tonne (dans les faits, 7, 85 tonnes ont été admises ?) <p>Observations : Apporter, sous un délai de 15 jours, les précisions de rigueur concernant les remarques formulées sur les documents de suivi (DAP).</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique d'admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents

<p>d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission.</p> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant renseigne un registre chronologique d'admission des déchets utilisés en remblayage sur le site.</p> <p>L'examen de ce registre (formalisé sous forme électronique et couplé au logiciel de pesée du site de La Chavanne) n'appelle pas d'observation particulière de la part du service d'inspection.</p> <p>L'accusé d'acceptation des déchets (dans les faits le numéro de pesée, repris sous la dénomination "N° Registre d'origine sur le "Bon Granulats" valant accusé d'acceptation des déchets) est consigné, entre autre, dans le registre de même que, la nature des déchets (code déchet à six chiffres), le tonnage, le site d'enfouissement (LC pour La Chavanne) et le repère alphanumérique ad hoc (corrélation avec le plan de stockage des déchets de remblayage), et enfin le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 susvisé.</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans le cadre de l'application de la directive cadre déchets révisée en 2018 et de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire du 10 février 2020, la traçabilité des déchets se renforce et est étendue aux terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet. Cette traçabilité change aussi de format pour évoluer vers un support électronique.</p> <p>Dans le détail, le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments prévoit la mise en place d'un registre national des terres excavées et des sédiments (RNTDS), afin d'enregistrer, par l'intermédiaire d'un téléservice, les données relatives à la traçabilité des terres excavées et sédiments transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments.</p> <p>Les informations transmises au registre national des déchets et au registre des terres excavées et sédiments sont les informations constituant les registres chronologiques, définies par l'arrêté du 31 mai 2021.</p> <p>Pour autant, afin que l'ensemble des acteurs concernés par les obligations de traçabilité électronique issues du décret susvisé puissent appréhender progressivement les nouveaux outils mis à disposition, la période de tolérance initialement mise en place du 1er janvier au 30 juin 2022, est prolongée de 6 mois et s'achèvera au 31 décembre 2022.</p> <p>Pour les personnes devant effectuer une déclaration au RNTDS, la tenue des registres chronologiques et leur conservation est obligatoire tant qu'ils n'ont pas été transmis au registre électronique national précité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2001, article 8.2 modifié par article 3.2 de l'AP du 20/12/2016
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets inertes entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : le remblaiement doit être réalisé uniquement avec des matériaux d'origine naturelle (matériaux de découverte, et remblais d'origine extérieure), et des matériaux de démolitions triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Le déchargement direct des camions en fond de fouille est interdit. Les matériaux seront bennés préalablement sur une plate-forme pour permettre un examen visuel et un tri des éléments indésirables. Une benne de récupération des refus sera mise en place. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. La terre végétale sera traitée à part , pour la reconstitution du sol.
Constats : En séance, l'exploitant a présenté un plan topographique dénommé "Plan de stockage des inertes" fond de plan à jour du 20/10/2021) et permettant de localiser sur le terrain les zones de remblais attribuées lors de la saisie des données sur le registre chronologique d'admission des déchets inertes. La présence de repères alphanumériques métalliques (rouge) a bien été relevée sur les berges du plan d'eau . Par ailleurs, la présence d'une plateforme dédiée au déchargement des camions d'apport de déchets inertes et permettant la réalisation d'un ultime contrôle de leur nature/qualité préalablement à leur immersion dans le plan d'eau à été relevée à proximité immédiate du secteur en cours de remblayage. Un ensemble de panneaux permet d'orienter précisément les chauffeurs poids-lourds vers cette aire technique. De même, la présence de plusieurs bennes (tri sélectif) destinées à collecter les éventuels déchets indésirables à été constatée. Le jour de la visite, le remblayage était réalisé dans l'emprise du carreau "C19" du plan de stockage précité (donnée indiquée par ailleurs sur le registre chronologique d'admission (pesée n° 21027 réalisée au cours de l'inspection)). Les éléments relatifs au bordereau de suivi et au registre sont développés par ailleurs dans les point de contrôle spécifiques ci-après).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Réglementation générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4.1 : Montant des garanties financières Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière, au cours de la dernière période des trois années d'exploitation est de : <ul style="list-style-type: none">• 192 753 euros T.T.C, pour la dernière période qui cours jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par l'inspection des installations classées. Ce montant est calculé sur la base de l'indice TP01 de Novembre 2015 (101,6).
Constats : Par courrier du 26/07/2021, adressé au service d'inspection des installations classées (ICPE), l'exploitant a attesté de la constitution des garanties financières ainsi que de l'actualisation de leur montant (compte tenu de l'évolution de l'indice TP01), prescrites par l'arrêté préfectoral du 24/07/2001, modifiées par l'arrêté préfectoral complémentaire de décembre 2016 et prolongées par arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2020. A cet effet, copie d'un acte de cautionnement solidaire, en date du 09/07/2021, pour un montant de 212 673 €, avec date d'effet au 21/12/2021 et une date d'expiration fixée au 09/07/2025 a été joint au courrier susvisé. Pour rappel, le montant prescrit en 2016 était de 192 753 € TTC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2001, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 10.2 — suivi piézométrique Avant le début des travaux, un réseau piézométrique sera mis en place. Il comprendra : <ul style="list-style-type: none">- 3 piézomètres en bordure de la limite nord-est de la parcelle 44 ;- 2 piézomètres dans la partie médiane du projet (le premier en bordure Nord/Nord-Est vers l'Isère, le deuxième en bordure sud vers la plaine) ;- 1 piézomètre à la terminaison sud-ouest de la parcelle. Sur ces piézomètres, de diamètre suffisant pour faire des prélèvements d'eau, et dont la tête sera nivelée par rapport au NGF, seront effectués : <ul style="list-style-type: none">- Tous les 2 mois, une mesure de l'altitude du toit de la nappe ;- Annuellement, au mois de mai ou juin, des analyses physico-chimiques sur les eaux, après pompage, portant sur : la conductivité, la turbidité, le pH, la DBO5, la DCO, les MES, les hydrocarbures totaux, N03, Fe, Mn. Les résultats des analyses seront transmis à l'inspecteur des installations Classées. Un état initial de la qualité des eaux de la nappe (analyses bactériologiques et physico-chimiques) et une mesure de l'altitude du toit de la nappe seront effectués avant tous travaux sur le site.

Constats :

L'exploitant procède à une surveillance de l'impact de son activité sur les eaux souterraines.

Dans le prolongement de la dernière visite d'inspection (décembre 2019), il avait été demandé à l'exploitant de respecter la périodicité des campagnes de mesures (mai ou juin) et de compléter le réseau de surveillance (5 ouvrages recensés au lieu des six prescrits).

Dans son courrier en réponse du 03/06/2020, l'exploitant indiquait avoir changé de bureau d'étude pour le suivi hydrogéologique du site (Améten depuis 2020). Après analyse des ouvrages en place, ce dernier avait alors confirmé que le puit destiné à l'arrosage des pistes pouvait faire état d'ouvrage piézométrique.

Le dernier plan d'exploitation transmis (à jour du 20/10/2021) fait état de l'implantation sur site de quatre piézomètres et de la présence d'un "PUITS 1" (installation de traitement) et d'un second puit au droit du local pompe (arrosage).

On retrouve donc bien :

- 3 piézomètres en bordure de la limite Nord-Est de la parcelle 44 (PZ1, "Puit Installation" et "Puit Arrosage") ;
- 2 piézomètres dans la partie médiane du projet à l'aval latéral (PZ4 vers l'Isère et PZ2 en bordure Sud) ;
- 1 piézomètre à la terminaison Sud-Ouest de la parcelle (PZ3 à l'aval hydraulique).

On constate également que le nivellement de la tête des piézomètres a été réalisé par rapport au NGF.

A noter cependant que le nivellement "Tête" n'a pas été réalisé sur le "Puit Arrosage" et qu'il y a une incohérence entre les valeurs "Z sol" et "Z tête" au droit de l'ouvrage "Puit Installation" ?

Par ailleurs, afin de justifier de la réalisation du suivi piézométrique prescrit par l'arrêté de juillet 2001, l'exploitant transmet annuellement au service d'inspection ICPE copie des rapports relatifs aux résultats des campagnes annuelles de suivis qualitatif et quantitatif des eaux souterraines.

En séance, l'exploitant a présenté les résultats des campagnes annuelles 2020 et 2021 au travers des rapports Améten respectivement du 26/05/2020 et du 01/06/2021.

Les dates de réalisation de ces campagnes attestent que l'exploitant s'est conformé aux demandes d'actions correctives précisées ci-avant.

L'examen de ces deux bilans annuels n'appelle pas d'observation particulière de la part du service d'inspection ICPE et montre :

- Un écoulement de la nappe en direction de l'Ouest / Sud-Ouest avec un gradient de l'ordre de 0,25 % ;
- Des niveaux d'eau cohérents à l'échelle du suivi avec un battement de nappe saisonnier compris entre 0,80 et 1,20 mètres ;
- Le respect du programme analytique prescrit ;
- La conservation des référentiels de contrôle utilisés par le précédent bureau d'étude, CPGF-HORIZON, (afin de faciliter l'interprétation des résultats dans le temps), à savoir l'arrêté ministériel du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine (modifié par l'arrêté ministériel du 04/08/17) ainsi que le Système d'évaluation de la qualité des eaux souterraines (SEQ-Eau souterraine) ;
- Le respect des valeurs limites et seuils de qualité de l'arrêté du 11/01/2007 susvisé à l'exception des teneurs en Fer et en Manganèse (en lien avec des phénomènes naturels de réduction des matières organiques mais sans lien avec l'activité du site car notamment présentes en amont hydraulique).

En conclusion, les résultats d'analyses des campagnes annuelles de mesures ont montré que l'activité du site de La Chavanne n'impacte pas la qualité des eaux souterraines.

A noter enfin que le suivi de la qualité des eaux du plan d'eau (eaux superficielles) , annoncé par l'exploitant dans le courrier en réponse de juin 2020 susvisé, n'a pas été mis en place.

Observations : L'exploitant doit prendre en compte les remarques formulées par le service d'inspection et apporter les éléments de réponse sous un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Réglementation générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 – Point V
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions de polluants et déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède annuellement à la déclaration des émissions de polluants et déchets sur l'applicatif ministériel GEREP.</p> <p>En complément, il procède également à la déclaration des informations (communément appelé "Enquête annuelle carrière") mentionnées au point 9 de l'annexe III de l'arrêté ministériel susvisé .</p> <p>L'examen de la déclaration 2022 au titre de l'exercice 2021 n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection et a fait l'objet d'une validation le 25/07/2022. On note que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les opérations d'extraction du gisement de matériaux sont à ce jour finalisées (fin de production en 2019) ; - La capacité de remblayage déclarée à fin 2021 est de 158 024 m3 ; - Un total de 162 657 tonnes (soit environ 90365 m3) de terres et cailloux ont été admis sur le site en 2021; - Aucune surface n'a fait l'objet d'une remise en état "finalisée" en 2020 et 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet